

7 août 2023

(23-5392)

Page: 1/17

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

RAPPORT DE LA RÉUNION TENUE LE 15 JUIN 2023

NOTE TECHNIQUE DU SECRÉTARIAT¹

Le Comité du commerce des services financiers a tenu une réunion le 15 juin 2023, sous la présidence de M. Pedro Bravo (Pérou). L'ordre du jour figurait dans le document WTO/AIR/CFTS/15. Avant la réunion, un ordre du jour annoté avait été distribué dans le document JOB/SERV/CFTS/5.

1 SERVICES FINANCIERS: COMMERCE, INCLUSION ET ACCESSIBILITÉ – ORDRE DU JOUR ANNOTÉ ET PROGRAMME DU SÉMINAIRE THÉMATIQUE (JOB/SERV/CFTS/4 ET ADD.1);

1.1. Le Président a dit que, comme convenu à la réunion précédente, le Comité avait organisé un séminaire sur les "Services financiers: Commerce, inclusion et accessibilité" le 14 juin. L'ordre du jour annoté et approuvé et le programme du séminaire avaient été distribués respectivement dans les documents JOB/SERV/CFTS/4 et JOB/SERV/CFTS/4/Add.1.

1.2. Le Président a expliqué que l'objectif de ce point de l'ordre du jour était de rendre compte des questions abordées au séminaire et de donner à tous les Membres l'occasion de partager des informations supplémentaires ou des expériences nationales liées à ces questions.

1.3. Le Président a estimé que le séminaire avait été un succès, comme en avaient témoigné les réactions très positives et les observations reçues non seulement de la part du public mais aussi des intervenants, qui se sont tous félicités de la variété et des ambitions du programme. À travers des exposés d'universitaires, d'experts nationaux, de fonctionnaires internationaux et de représentants du secteur privé, le séminaire avait permis d'aborder un large éventail de sujets, tels que l'état d'avancement de l'inclusion financière dans le monde, les causes et les effets économiques de celle-ci, le rôle du commerce des services financiers – et de la politique commerciale en matière de services financiers – dans la promotion de l'inclusion financière, les nouveaux modèles d'entreprise et les moyens de fournir des services financiers d'une manière inclusive; les initiatives prises par la communauté internationale et par les gouvernements pour favoriser l'inclusion financière; les programmes de travail des organisations internationales, telles que l'OCDE, la Banque mondiale et la Banque des règlements internationaux, sur l'inclusion financière; l'inclusion financière des femmes, en tant que moyen de promouvoir l'autonomisation celles-ci et la parité entre les genres; l'utilisation de la politique commerciale, en particulier dans les services financiers, pour promouvoir la parité entre les genres et l'autonomisation des femmes; le rôle des technologies numériques et celui de la réglementation dans la promotion de l'inclusion financière.

1.4. Le Président a dit que, à la fin du séminaire, il avait formulé quelques remarques finales résumant, de son point de vue, les principaux messages entendus dans le cadre cette activité. Il a saisi l'occasion de la réunion pour réitérer ces remarques conclusives à l'intention de tous les Membres:

"1) Tout d'abord, depuis le début du siècle, l'inclusion financière occupe une place importante dans le programme des décideurs politiques s'agissant du secteur financier, tant au niveau national qu'international. Nous avons entendu à cet égard la présentation des programmes de travail respectifs de la Banque des règlements internationaux, de l'OCDE et de la Banque mondiale, par exemple, qui se concentrent sur différents mandats et aspects du programme d'inclusion financière. Nous n'avons fait qu'effleurer la question

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'Accord sur l'OMC.

des initiatives internationales, mais dans les exposés d'aujourd'hui, l'accent a été mis sur la variété des sujets que nous devons être aborder pour promouvoir l'inclusion financière. Comme l'a mentionné le représentant de la Banque des règlements internationaux, même les cryptomonnaies numériques sont abordées dans ce contexte.

2) L'inclusion financière est une question multidimensionnelle dans laquelle interagissent les facteurs de l'offre, de la demande, de l'accessibilité et de la qualité. L'inclusion financière dépend non seulement de l'expansion de l'offre de services financiers, mais aussi de l'action sur la demande, en particulier au moyen d'initiatives en matière de culture financière et de protection des consommateurs. En ce qui concerne ce dernier point, nous avons entendu un exposé très instructif de l'OCDE sur ses travaux en matière de culture financière et de protection des consommateurs.

3) Aborder une question multidimensionnelle comme celle-ci nécessite des objectifs et des politiques multidimensionnels. J'ai noté avec intérêt le point soulevé par Mariela Zaldivar selon lequel la promotion de l'inclusion financière nécessitait de favoriser le développement de compétences financières au sein de la population, de développer divers vecteurs de fourniture, d'évaluer efficacement les besoins de la population, d'améliorer l'infrastructure et, surtout, d'encourager la coordination entre le secteur public, les institutions privées et la société civile.

4) L'inclusion financière a énormément progressé au cours des dix dernières années, principalement grâce à l'innovation numérique. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. À cet égard, durant l'une des sessions du séminaire, l'accent a été mis la situation des femmes. Il a été souligné qu'une plus grande égalité présentait des avantages tangibles, notamment une augmentation notable de la main-d'œuvre, des salaires plus élevés, l'esprit d'entreprise et le renforcement de l'économie. Toutefois, comme le montrent les données récentes sur les femmes et le droit recueillies par la Banque mondiale, les femmes ne jouissent toujours que d'une partie des droits juridiques accordés aux hommes à l'échelle mondiale (avec des différences régionales). Les lois et les cadres réglementaires qui interdisent la discrimination en matière d'accès au crédit, par exemple, contribuent à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes. L'égalité des genres est essentielle pour favoriser l'inclusion financière.

5) Nous avons entendu des exposés intéressants faits par le Canada et Maurice sur leurs initiatives nationales visant à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes en particulier. Nous avons constaté concrètement, via l'exposé de Sabila, que l'autonomisation économique des femmes et l'inclusion financière nécessitaient une action sur différents fronts. Une question claire a été soulevée: comment les accords commerciaux devraient-ils évoluer pour accélérer la parité entre les genres et favoriser la participation des femmes au commerce et à la finance? Nous avons vu à cet égard les initiatives prises par le Canada pour aborder les questions liées au genre dans les négociations commerciales portant sur le commerce des services financiers – des initiatives qui prévoient une non-discrimination fondée sur le genre mais qui cherchent également à garantir ou à permettre aux parties de promouvoir la participation des femmes dans les conseils d'administration des institutions financières. À cet égard, nous avons entendu le point de vue de Maurice, qui étudie la possibilité d'imposer une plus grande représentation des femmes dans les conseils d'administration des entreprises au moyen de quotas spécifiques.

6) Le commerce des services financiers, à la fois dans un contexte transfrontières et au moyen d'une présence commerciale, peut jouer un rôle important dans la promotion de l'accès aux services financiers. Mais la participation étrangère n'est pas un remède miracle. Les banques traditionnelles, pour des raisons commerciales et en raison de leurs modèles d'entreprise et des exigences réglementaires, peuvent ne pas répondre suffisamment aux besoins des populations mal desservies. D'autres types d'institutions sont donc nécessaires, et les exigences réglementaires doivent être adaptées en fonction de cet objectif. Lors de la première session, nous avons eu toutefois des exemples de commerce de services financiers en jeu – par exemple, des institutions commerciales de microfinancement, des opérateurs fournissant des services d'argent mobile, des banques numériques ou virtuelles, et même des bureaux de crédit transnationaux. En outre, des services et des produits innovants, tels que les monnaies numériques des banques

centrales, peuvent également être utilisés pour promouvoir l'inclusion financière, comme l'a expliqué la Banque des règlements internationaux.

7) La réglementation est importante à bien d'autres égards: en permettant à de nouveaux modèles d'entreprise de prospérer ou en soutenant le développement d'un secteur financier ouvert à tous. Mais l'incidence de la réglementation sur la mise en œuvre de l'inclusion financière doit également être abordée, comme l'illustre l'exposé de la Banque des règlements internationaux.

8) Un dernier point sur la technologie. Il est clair que celle-ci est devenue essentielle pour promouvoir et réaliser l'inclusion financière. Nous venons d'entendre des exposés très intéressants de la part de l'Inde, des Philippines et de la Thaïlande sur leurs expériences respectives en matière d'utilisation de la technologie en vue de l'inclusion financière. Permettez-moi de revenir sur un point qui est apparu clairement tout au long du séminaire, à savoir le fait que la technologie a des effets perturbateurs et requiert une adaptation des cadres réglementaires, que ce soit en ce qui concerne les nouveaux services financiers ou les nouveaux types d'institutions ou les paiements, pour ne citer que quelques exemples.

9) Je vous laisse réfléchir à ces éléments. Je pense que les Membres devraient continuer de discuter de ces questions. Le séminaire nous a donné un aperçu global et significatif des principaux points liés à l'inclusion financière et à l'accès aux services financiers et il nous a permis de mieux comprendre en quoi le commerce international des services financiers contribuait réellement à l'accessibilité des services financiers – ou voir le potentiel que représente le commerce des services financiers pour une contribution plus importante à l'amélioration de l'accès aux services financiers. Je voudrais vous encourager à continuer de réfléchir et discuter de ces questions du point de vue du commerce des services financiers.

10) Enfin, je voudrais remercier tous les intervenants pour leurs exposés instructifs et le temps qu'ils ont consacré à la participation au séminaire. Je voudrais remercier le Secrétariat d'avoir organisé ce séminaire dans un délai relativement court et d'avoir mis au point un programme très intéressant. Enfin, je voudrais tous vous remercier pour votre intérêt et votre participation et vous suis très reconnaissant d'avoir assuré le succès de ce séminaire."

1.5. Tels avaient été, selon le Président, les principaux messages entendus au cours du séminaire. Il a pris note, à cet égard, tant pendant qu'après le séminaire, du grand intérêt que ces questions avaient suscité chez un grand nombre de Membres. En effet, le séminaire avait offert une occasion unique d'aborder une grande variété de sujets et de points de vue liés à l'inclusion financière. Cependant, précisément en raison de l'ambition et de la variété du programme, aucun de ces sujets n'avait pu être examiné de manière exhaustive. Toutes ces questions pourraient être abordées sur le plan du commerce des services financiers dans le cadre des compétences du Comité. Selon le Président, si le Comité devait abandonner cette discussion à ce stade, ainsi tronquée, les Membres rateraient l'occasion d'approfondir leurs connaissances et leur compréhension de ce vaste sujet. Ils manqueraient également l'occasion d'apporter à ces questions le point de vue unique de l'OMC et du commerce des services financiers. C'est pourquoi le Président a jugé pertinent d'ouvrir un débat sur les questions soulevées lors du séminaire afin de se concentrer sur celles qui ont suscité le plus grand intérêt sur le plan du commerce des services financiers. Sans prétendre imposer d'obligations, il a invité les Membres : i) à partager leurs expériences et leurs points de vue sur les questions abordées lors du séminaire et même à souligner les questions ou les points de vue que le Président aurait pu omettre par inadvertance; ii) à indiquer lesquelles de ces questions pourraient faire l'objet d'une discussion plus approfondie; et iii) à proposer des façons dont le Comité pourrait aborder ces questions.

1.6. Le représentant de la Chine a dit que le séminaire avait été un succès et il a félicité le Président et le Secrétariat pour l'organisation cette activité. Selon la Chine, le partage des expériences nationales en matière d'inclusion financière profiterait aux Membres et contribuerait à motiver les discussions au sein du Comité.

1.7. S'agissant de l'expérience nationale de la Chine, l'intervenant a dit que son pays attachait une grande importance à l'inclusion financière. Le gouvernement chinois avait toujours adhéré à une philosophie de développement centrée sur le peuple, promouvant continuellement le développement de haute qualité de la finance inclusive et établissant un système financier moderne hautement adaptable, compétitif et inclusif afin de mieux répondre aux besoins financiers diversifiés du public et de l'économie. Le développement de la finance inclusive en Chine avait obtenu des résultats positifs et avait joué un rôle actif dans le soutien à la construction d'une société modérément prospère à tous égards. Sur ce point, le représentant de la Chine a souligné quatre aspects.

1.8. Tout d'abord, les services financiers de base avaient réussi à couvrir un grand nombre de régions, et ce, parmi différents groupes de population en Chine. Les agences bancaires et les services d'assurance couvrent la grande majorité des villages et des villes. Les services financiers tels que les dépôts et les retraits à petite échelle, les règlements de paiements et les envois de fonds avaient été étendus à presque tous les villages administratifs, et ces services étaient devenus plus accessibles aux entités du marché et au grand public via les canaux numériques. À la fin du mois d'octobre 2022, le solde des prêts aux MPME en Chine avait atteint 58 200 milliards de yuans (environ 8 140 milliards d'USD). Le solde des prêts inclusifs aux MPME (lignes de crédit individuelles inférieures à 10 millions de yuans) avait atteint 22 900 milliards de yuans (3 200 milliards d'USD), avec un taux de croissance annuel moyen de 24,4% au cours des 5 dernières années. Au cours des neuf premiers mois de 2022, l'assurance agricole avait fourni une protection contre les risques dépassant les 3 600 milliards de yuans (500 milliards d'USD) à 150 millions de ménages agricoles. La couverture de l'assurance contre les maladies graves avait atteint 1,22 milliard de résidents urbains et ruraux.

1.9. Deuxièmement, des mécanismes spécialisés pour des services financiers accessibles à tous s'étaient mis progressivement en place. Les grandes et moyennes institutions bancaires avaient pris diverses mesures pour mettre en place des mécanismes spécialisés pour une gestion financière inclusive. Les institutions financières locales s'appuyaient sur leur propre positionnement et utilisaient leurs avantages interpersonnels et géographiques pour améliorer leurs capacités de services. Troisièmement, l'efficacité des services numériques avait continué de s'améliorer. Sous l'impulsion des progrès technologiques, les institutions financières utilisaient activement des technologies telles qu'Internet et les mégadonnées pour élargir leur champ d'activité, réduire les coûts des services et introduire des modèles de services innovants. Les paiements numériques, l'épargne, le crédit, l'assurance et d'autres activités s'étaient développés rapidement. Selon un rapport du FMI, le développement du paiement mobile en Chine était à l'avant-garde au niveau mondial.

1.10. Quatrièmement, l'infrastructure et l'environnement financier s'étaient continuellement améliorés. Les mécanismes d'échange d'informations sur le crédit et de compensation du partage des risques avaient été renforcés. Le cadre juridique et les plates-formes de base s'étaient progressivement améliorés, de même que les mécanismes de protection des consommateurs. Afin de soutenir les entreprises en difficulté, de stabiliser l'économie et de garantir les moyens de subsistance, les politiques monétaire, budgétaire, fiscale et réglementaire avaient été renforcées de manière coordonnée en vue d'apporter un soutien plus important aux MPME, au secteur agricole et à d'autres domaines clés pertinents sur le plan de l'inclusion financière.

1.11. De nombreuses mesures prises par la Chine en vue de renforcer l'inclusion financière étaient analogues aux mesures et politiques prises par de nombreux autres Membres, en particulier ceux qui avaient fait des exposés dans le cadre du séminaire.

1.12. Parmi les questions traitées lors du séminaire, l'intervenant a dit que la numérisation des technologies financières était une question au sujet de laquelle les Membres pourraient partager leur expérience ou délibérer. Bien que cette question ait fait l'objet d'une session dans le cadre du séminaire, il a dit que c'était d'un des thèmes les plus pertinents que le Comité pourrait aborder. Il a encouragé les Membres à partager leurs expériences nationales dans ce domaine. Il a également dit espérer que ceux-ci puissent discuter plus avant de ce que l'OMC – et ce Comité en particulier – pourrait faire pour aider les Membres à s'adapter à la numérisation de la technologie financière, et de la manière dont ils pourraient mieux tirer parti des technologies numériques en vue de promouvoir les services financiers et de faire progresser l'inclusion financière à l'échelle tant nationale que mondiale.

1.13. La représentante de l'Égypte a félicité les proposants pour le succès de ce séminaire thématique. Elle a souligné que l'inclusion financière était un domaine prioritaire dans la "Stratégie de développement durable: Vision nationale 2030" du gouvernement égyptien. Cela avait été confirmé dans la stratégie d'inclusion financière 2022-2025 publiée par la Banque centrale d'Égypte. Les indicateurs de la base de données sur l'inclusion financière établie par la Banque centrale avaient enregistré une progression significative de l'inclusion financière entre 2016 et juin 2022, atteignant un taux de croissance de 131% et portant le nombre total de consommateurs possédant des comptes transactionnels à 39,6 millions, ce qui représentait 60,6% de la population totale éligible (population âgée de plus de 16 ans). En outre, afin d'étendre l'utilisation des services financiers numériques, la Banque centrale avait lancé en mars 2022 un nouveau système bancaire ouvert facilitant les transferts et les paiements immédiats entre les titulaires de comptes des banques participantes. Dix banques avaient déjà rejoint le système bancaire ouvert, permettant à leurs clients d'effectuer des opérations bancaires en dehors des heures de bureau. La Banque centrale avait renoncé aux frais de transaction jusqu'en juin 2022 afin d'encourager l'utilisation de ce système.

1.14. S'agissant des questions soulevées par le Président, l'intervenant a dit que l'Égypte jugeait utile que les Membres partagent leurs expériences et entendent les points de vue nationaux et internationaux sur la manière dont les pays en développement pourraient promouvoir et développer leur secteur des technologies financières. Le partage d'expériences permettrait également aux Membres de connaître les défis auxquels étaient confrontés les pays en développement et d'explorer des approches coopératives pour développer ce secteur important. L'Égypte attendait avec intérêt que les Membres partagent davantage leur expérience sur ces sujets au sein du Comité.

1.15. La représentante du Canada a remercié le Secrétariat pour l'excellente organisation du séminaire et l'a remercié d'avoir rendu le programme dynamique, varié et intéressant. Elle s'est dite satisfaite de constater une aussi large participation des Membres, du secteur privé, des universitaires et des organisations internationales. La motivation première du Canada était de parvenir à une session de partage d'informations utile entre les Membres afin d'explorer différentes idées, approches, ainsi que différents programmes et méthodes. Selon elle, le séminaire avait déjà répondu à l'intention initiale du Canada et sa délégation était satisfaite du travail accompli à ce stade. Elle était très heureuse d'apprendre que les Membres souhaitent peut-être discuter de questions supplémentaires. Le Canada restait ouvert à la discussion sur d'autres sujets que les Membres pourraient souhaiter approfondir.

1.16. La représentante de la Thaïlande a remercié le Canada et les coauteurs d'avoir lancé cette proposition et le Secrétariat d'avoir organisé ce séminaire. Elle a jugé le séminaire thématique très complet et utile et a estimé qu'il permettait aux Membres d'en apprendre davantage sur les différents points de vue et politiques en matière d'inclusion financière. Le séminaire avait également été l'occasion de partager l'expérience de la Thaïlande dans la construction d'une infrastructure numérique en vue de l'inclusion financière qui permettrait aux entreprises et aux PME d'accroître leur efficacité dans le cadre du commerce tant national que transfrontalier. La Thaïlande attendait avec intérêt de poursuivre les discussions sur les questions liées à l'utilisation des technologies numériques dans les services financiers comme moyen d'élargir l'inclusion financière. Elle restait également ouverte au débat sur d'autres sujets que les Membres pourraient proposer, dans un cadre formel ou informel, en vue de redynamiser les discussions sur ces questions importantes dans le cadre du Comité.

1.17. Le représentant des Philippines a remercié le Président pour le résumé complet du séminaire. Il a également remercié le Canada d'avoir lancé cette proposition et d'avoir mené la discussion sur l'inclusion financière, et il a remercié le Président d'avoir permis aux Membres de parvenir à un consensus sur l'organisation du séminaire. Il a également remercié le Secrétariat pour l'organisation et le déroulement de cette activité. Il a appelé l'attention des Membres sur l'exposé de l'expert des Philippines, qui a partagé l'expérience de son pays dans ce domaine. Il a ensuite mis en avant les principaux points à retenir de son point de vue. À cet égard, il a dit que le séminaire permettait de fournir une évaluation globale du paysage économique, réglementaire et politique, et mettait en évidence la manière dont l'inclusion financière pouvait transformer la vie des gens et avoir une incidence sur les économies. Le secteur des services financiers évoluait très rapidement. Le représentant s'est montré intéressé par le fait que le Comité puisse continuer de tirer parti de cette trajectoire. Le représentant a dit qu'il serait intéressant d'explorer plus avant la manière dont le paysage réglementaire avait évolué. Selon lui, le Comité devrait poursuivre la discussion sur l'inclusion financière. Il a noté à cet égard que celle-ci était une question transversale et que le Comité devait collaborer avec d'autres organisations et dans le cadre de processus multilatéraux. Le

Comité devrait également rester attentif aux évolutions au niveau régional. Comme l'avaient mentionné d'autres Membres, la numérisation était un sujet très intéressant, qui avait des liens étroits avec d'autres domaines de travail de l'OMC. Les Philippines seraient très heureuses de participer à d'autres discussions relatives à la technologie numérique dans les services financiers, à ce que l'on appelle les néobanques et à l'argent mobile, des thématiques qui avaient toutes mis en évidence le lien étroit entre les services de télécommunication et les services financiers. Le représentant a encouragé les Membres à poursuivre le suivi et la collaboration dans ce sens.

1.18. La représentante de l'Arabie saoudite a dit que le séminaire était très réussi. Les Membres avaient bénéficié d'informations et expériences utiles partagées par d'autres Membres, des universitaires et experts du secteur privé et des organisations internationales. Elle a remercié le Canada et les coauteurs d'avoir relancé les discussions au sein de ce Comité. Elle a également remercié le Secrétariat pour l'organisation du séminaire.

1.19. Le Royaume d'Arabie saoudite attachait une grande importance à l'inclusion financière, notamment au moyen de la promotion des services de technologies financières. La SAMA (Agence monétaire saoudienne), la Banque centrale saoudienne, et la CMA (Autorité du marché des capitaux d'Arabie saoudite) avaient apporté un soutien important aux entreprises locales naissantes, leur permettant de tester en toute sécurité de nouvelles technologies financières numériques au sein d'un environnement contrôlé unique et d'un laboratoire des technologies financières. Les jeunes entreprises de technologies financières avaient ainsi eu l'occasion de révéler les modèles commerciaux et les services les plus exploitables, tels que les transferts peer-to-peer, les portefeuilles électroniques et les paiements internationaux. Cependant, en vue de créer un écosystème global pour les technologies financières et d'assurer une croissance stable du secteur, d'autres parties intéressées, comme que les instituts de recherche et les universités, les investisseurs et les entreprises en place, les utilisateurs de services financiers numériques, les entreprises technologiques et les prestataires, avaient été encouragés – et s'étaient engagés – à participer davantage au développement de ce pôle financier numérique en Arabie saoudite.

1.20. Le secteur des technologies financières en Arabie saoudite avait enregistré de remarquables progrès. La numérisation des services financiers avait servi d'outil solide pour accélérer l'inclusion financière et ainsi améliorer la croissance économique dans son ensemble. Les objectifs de la Vision 2030 visaient à faire de l'Arabie saoudite la destination financière la plus attrayante de la région. Pour atteindre les objectifs de stabilité financière tout en touchant les populations mal desservies, la SAMA et d'autres autorités gouvernementales, en collaboration avec le Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPFI) du G-20 et le Groupe de la Banque mondiale, avaient identifié les trois groupes en Arabie saoudite qui avaient besoin d'une assistance et d'un soutien complets au moyen de services bancaires numériques et de mesures incitatives réglementaires afin d'améliorer leur inclusion financière: les femmes, les jeunes et les PME.

1.21. La représentante est passée ensuite aux questions du Président sur les sujets qui pourraient être débattus plus avant au sein du Comité. À cet égard, l'Arabie saoudite était d'avis qu'il était essentiel d'explorer les défis et les opportunités auxquels étaient confrontés les jeunes et les femmes dans les pays en développement et les PMA. Sur ce point, des initiatives devraient être mises en place pour permettre aux femmes et aux jeunes de se familiariser avec les technologies le plus tôt possible afin d'être en mesure de stimuler les innovations technologiques à l'échelle du pays. En outre, il était impératif de disposer d'une stratégie réglementaire soutenue par les pouvoirs publics en vue de la mise au point et du lancement sans heurt des projets de technologies financières des PME. D'autres groupes vulnérables n'avaient toujours pas accès aux services financiers numériques de pointe. Les Membres devaient se concentrer sur ces catégories car elles avaient besoin d'aide pour renforcer l'inclusion financière. Ces catégories comprenaient les groupes à faible revenu, les personnes moins instruites, les personnes hors de la population active et celles qui vivaient dans des zones éloignées et rurales.

1.22. Le représentant des États-Unis a remercié le Président pour son résumé utile du séminaire et pour les questions d'orientation qu'il avait présentées pour la réunion. Il a ensuite fait part de quelques réflexions sur le séminaire et a tenté de répondre aux questions du Président. Le séminaire avait été très intéressant. Le représentant a été personnellement surpris par le nombre considérable de défis en matière d'inclusion. Il était remarquable de voir combien de questions transversales étaient en jeu. Il n'était pas surprenant que la discussion soit allée au-delà du sujet du secteur des services financiers pour s'étendre à d'autres domaines plus vastes. Selon le représentant, il s'agissait d'un domaine où les Membres, à différents niveaux de développement, partageaient de nombreux

défis communs, ce qui en faisait un domaine propice à une large coopération dans le cadre de l'OMC. Il était intéressant de constater à quel point les différents Membres suivaient des approches différentes adaptées à leur situation particulière. Le représentant a noté avec intérêt les contributions des Membres, dont l'Inde, Maurice, le Pérou, les Philippines et la Thaïlande, qui ont partagé leurs expériences nationales dans le cadre du séminaire. Il a saisi cette occasion pour remercier le Canada et les coauteurs pour la manière dont ils avaient mené à bien ce programme: ceux-ci avaient élaboré une proposition détaillée, l'avaient partagée avec tous les Membres et avaient œuvré avec ces derniers à en faire un travail pertinent pour tous. Chaque Membre avait pu apporter sa contribution. Le représentant a également remercié le Président d'avoir lancé avec soin le programme du séminaire et il a remercié le Secrétariat d'avoir mis au point un programme pluridimensionnel.

1.23. Le représentant de l'Australie a félicité tous ceux qui avaient participé à l'organisation de ce séminaire réussi: le Président, le Canada et les coauteurs, le Secrétariat et les intervenants. Le rôle du commerce dans l'inclusion financière était exactement le type de sujet que le Comité devrait examiner. L'intervenant s'est fait l'écho des États-Unis en soulignant l'intérêt d'examiner l'ampleur des défis en matière d'inclusion financière auxquels étaient confrontés les pays à différents niveaux de développement. Le format du séminaire avait été systématiquement adapté au contenu. La délégation australienne avait été particulièrement intéressée par les questions soulevées lors des première et troisième sessions concernant l'adoption géographique spécifique de certains nouveaux produits et technologies de services financiers dans des régions particulières. Le représentant a souligné à cet égard le cas des économies en développement qui, à bien des égards, avaient dépassé l'approche traditionnelle des économies développées fondée sur l'infrastructure, souvent de manière à répondre à la situation locale afin d'améliorer l'inclusion financière. Toutes les économies pourraient tirer des enseignements de ces expériences. L'Australie n'avait pas encore d'idée précise sur les initiatives de suivi, car elle réfléchissait encore aux vastes et riches exposés faits au séminaire, mais elle considérait que le séminaire avait fourni une base factuelle à explorer plus avant.

1.24. Le représentant de l'Union européenne a remercié le Canada d'avoir lancé l'idée du séminaire, et il était reconnaissant au Président et au Secrétariat d'avoir organisé une activité donnant matière à réflexion, qui avait permis d'échanger des informations très utiles sur les politiques, les stratégies et les projets, ainsi que sur la réponse aux défis qui se posaient dans les domaines de l'inclusion financière et de l'accessibilité. Tous les secteurs de l'économie et toutes les formes de commerce, qu'elles soient traditionnelles ou numériques, dépendaient du bon fonctionnement du secteur des services financiers et de l'accès sécurisé des entreprises et des consommateurs aux systèmes de paiement financier. L'Union européenne a noté avec intérêt le nombre de points pertinents soulevés et indiqués dans le rapport du Président, y compris, par exemple, l'utilisation de la technologie numérique dans les services financiers, la nécessité de remédier aux disparités entre les genres par des mesures d'ordre public, la nécessité de promouvoir la concurrence et le choix par la réduction des obstacles réglementaires à l'entrée sur le marché et la facilitation de l'accès à l'infrastructure, et la nécessité de promouvoir la culture financière des consommateurs et des investisseurs afin de leur permettre de faire des choix informés.

1.25. L'Union européenne s'est également félicitée de la session au cours de laquelle on avait examiné l'importance de l'autonomisation économique des femmes et leur contribution à une croissance économique et à un commerce inclusifs et durables – les Ministres avaient également pris acte de ce point dans le document final de la CM12, en relevant les différents contextes et défis et les niveaux variables de capacité parmi les Membres. Cela était ressorti très clairement du séminaire à travers des exposés qui avaient mis en lumière différentes initiatives législatives, réponses politiques et preuves statistiques. En ce qui concerne la poursuite des travaux, l'Union européenne restait ouverte à la discussion sur des idées relevant du mandat du Comité et répondant aux intérêts spécifiques des Membres. En ce qui concerne le format des discussions, elle a proposé d'organiser des sessions thématiques sur des questions ciblées.

1.26. Le représentant du Taipei chinois a dit que le séminaire était un succès et a félicité le Canada et les coauteurs pour cette initiative. En ce qui concerne les travaux à l'avenir, il s'est fait l'écho d'autres Membres et a exprimé l'intérêt particulier de sa délégation pour un débat plus approfondi sur les évolutions en matière de technologie financière et sur la manière dont l'adoption de ces technologies pourrait aider les Membres à promouvoir une croissance inclusive et l'accès aux services financiers. Ces questions pourraient faire l'objet de discussions plus approfondies sous l'égide du Comité. Il a ajouté que le Taipei chinois était disposé à partager son expérience dans ce domaine.

1.27. Le représentant de la République de Corée a remercié le Président pour son résumé du séminaire. Il a également remercié le Secrétariat pour l'organisation du séminaire. Il a rappelé aux Membres que la Corée s'était portée coautrice de la proposition visant à organiser le séminaire thématique du 14 juin. Le séminaire avait été très instructif, et ce, à un niveau avancé. Il avait réuni un groupe d'experts aux profils divers, qui avaient fourni des informations détaillées et des points de vue nationaux sur les dernières tendances en matière de promotion de l'inclusion financière, les effets économiques des pratiques inclusives, l'utilisation des technologies numériques pour améliorer l'accessibilité financière, ainsi que les différents aspects de l'inclusion financière du point de vue du genre. Le représentant a ajouté que la Corée était ouverte à d'autres discussions sur les sujets abordés lors du séminaire, y compris en particulier la question de la technologie financière numérique.

1.28. La représentante de l'Afrique du Sud a remercié le Canada d'avoir lancé cette discussion thématique et d'avoir concilié les intérêts divergents dans le programme. Selon elle, le séminaire était semblable au chapitre d'introduction d'un livre. Il était nécessaire de se plonger dans d'autres chapitres ou discussions plus détaillés. L'Afrique du Sud a été impressionnée par la qualité des exposés. Trois exposés s'étaient distingués. Tout d'abord, l'exposé de DIN Consultants sur l'engagement des PME détenues par des femmes dans le commerce et le rôle des services financiers pour combler le déficit de financement auquel ces entreprises étaient confrontées. Dans cet exposé, DIN Consultants avait également mis en évidence le rôle du capital philanthropique, question qui méritait une discussion plus approfondie, en mettant l'accent en particulier sur la façon dont les banques et les autres prestataires de services financiers intégraient les services philanthropiques dans leurs offres. Il y avait beaucoup à apprendre sur la manière dont les capitaux et les investissements philanthropiques fonctionnaient et avaient une incidence sur les femmes dans le commerce. Deuxièmement, dans son exposé, la Banque des règlements internationaux avait brièvement mis en lumière le rôle des envois de fonds dans l'inclusion financière, question qui méritait d'être examinée plus en détail ultérieurement. Troisièmement, la délégation de l'Afrique du Sud s'est félicitée de l'exposé du Secrétariat de l'OMC sur les opérateurs fournissant des services d'argent mobile en Afrique. Toutefois, l'aspect particulier de cet exposé, point d'ailleurs qui mériterait d'être approfondi, était la question de savoir si et dans quelle mesure les opérateurs de téléphonie mobile africains étaient soumis à des restrictions dans l'exportation de leurs services financiers vers d'autres marchés à l'extérieur du continent. La représentante a dit que, dans les diapositives présentées dans le cadre de l'OMC, l'utilisation des services des opérateurs de téléphonie mobile africains n'était pas prise en compte, en particulier en Amérique du Nord et en Europe, soit deux continents où vivaient des millions de membres de la diaspora africaine, y compris des immigrants africains qui envoyaient de l'argent en Afrique. Selon l'Afrique du Sud, il s'agissait d'une chaîne de valeur intéressante pour les services financiers, qui mériterait d'être examinée plus en détail au sein du Comité du commerce des services financiers.

1.29. En ce qui concerne l'expérience de l'Afrique du Sud en matière de promotion de l'inclusion financière, plusieurs initiatives gouvernementales étaient en cours. À cet égard, la représentante de ce pays a mis l'accent sur l'une de ces initiatives, pilotée par l'Autorité du secteur financier dans le cadre de la stratégie d'inclusion financière, laquelle était axée sur l'accès, l'utilisation et la qualité. Les objectifs de cette initiative étaient les suivants: a) promouvoir l'offre de produits et services financiers appropriés aux PME, y compris b) soutenir les petits prestataires de services financiers qui bénéficiaient généralement à des clients à faible revenu au moyen de produits simples et abordables. La représentante de l'Afrique du Sud a ajouté que sa délégation était d'avis que ces thèmes étaient très pertinents pour faire avancer les travaux sur l'inclusion financière et qu'ils méritaient d'être examinés plus en détail au Comité du commerce des services financiers.

1.30. La représentante de l'Inde a remercié le Président et le Secrétariat d'avoir organisé ce séminaire thématique. Elle a également remercié le Canada et les coauteurs d'avoir soulevé ce sujet de discussion et d'avoir tenu compte des propositions de l'Inde en ce qui concerne le programme. Le séminaire avait donné lieu à des exposés très intéressants de la part de divers participants, ce qui avait permis d'obtenir un point de vue global. Il était intéressant de noter que la question de l'inclusion financière avait été abordée de manière générale avec, à l'examen, les différents modèles d'entreprise, les initiatives nationales et internationales, les questions de parité entre les genres, le rôle de la technologie numérique, la culture financière, les questions de concurrence et les cadres réglementaires (et la manière dont ceux-ci étaient adaptés aux évolutions technologiques). Ce vaste débat avait été utile. La représentante de l'Inde s'est réjouie de la grande variété de sujets et d'aspects abordés au cours du séminaire. Les exposés avaient permis de mettre en évidence le caractère disruptif de la technologie et la manière dont les gouvernements (y compris l'Inde) en

tiraient parti en vue de l'inclusion financière. À certains égards, les pays en développement avaient dû rattraper leur retard. Néanmoins, des progrès significatifs avaient été réalisés. Par exemple, comme l'a souligné l'expert indien dans son exposé, 68% des crédits accordés dans le cadre du programme de crédit Mudra avaient été versés à des femmes entrepreneurs. Le système basé sur la technologie avait permis d'éliminer les préjugés humains, ce qui avait permis l'inclusion financière des femmes dans leur ensemble. La représentante de l'Inde a dit que son pays réfléchissait encore aux questions à débattre et qu'elle présenterait des suggestions si cela se révélait nécessaire pour la suite des débats.

1.31. Le représentant de la Suisse a remercié le Canada et les coauteurs d'avoir lancé l'idée de ce séminaire et il a remercié le Président d'avoir contribué au succès de celui-ci. Il a également remercié le Secrétariat pour l'organisation du séminaire, ainsi que les intervenants pour leurs exposés instructifs. Selon lui, le séminaire avait été un succès. Il s'est félicité en particulier du fait qu'un lien ait pu être établi dans le cadre du séminaire entre les questions débattues et le rôle du commerce des services financiers, qui constitue l'activité principale de ce Comité. Cette question mériterait d'être développée davantage. En outre, il a noté les références faites par d'autres Membres aux cadres réglementaires et à la manière dont ceux-ci étaient adaptés aux évolutions technologiques en vue de la promotion de l'inclusion financière. Il s'agissait d'une question qui pourrait être approfondie. À cet égard, les Membres pourraient partager leur expérience sur leurs cadres réglementaires et échanger les meilleures pratiques sur la façon dont ces cadres étaient adaptés afin que l'innovation et de la technologie soient prises en compte. Cette question pourrait être examinée plus avant par le Comité, compte dûment tenu du rôle du commerce des services financiers.

1.32. Le représentant du Royaume-Uni a remercié le Canada, les coauteurs, le Président et toutes les personnes ayant joué un rôle dans le séminaire pour cette activité instructive et engageante. Il s'est fait l'écho de l'intervention de la Chine sur l'importance de poursuivre les discussions au sujet de la numérisation des services financiers. Prendre connaissance des différentes expériences des Membres à cet égard avait été incroyablement utile, en particulier celles des pays qui avaient accompli des progrès considérables grâce à la mise au point de technologies innovantes et à des interventions ciblées et inclusives sensibles au contexte local. En ce qui concerne l'inclusion financière en particulier, le représentant du Royaume-Uni a dit que son pays était résolu à libérer le potentiel des femmes pour qu'elles participent pleinement et dans des conditions équitables à l'économie mondiale et pour qu'elles tirent parti du commerce, essentiel à l'autonomisation des femmes et à la réalisation d'une croissance économique soutenue. Au niveau national, le Royaume-Uni a continué de prendre des mesures visant à élargir l'accès à des services financiers utiles et abordables pour tous, indépendamment de l'origine ou des revenus des personnes. La capacité des consommateurs d'accéder à des produits financiers appropriés était cruciale pour leur bien-être financier et leur productivité économique. Le travail du gouvernement britannique avec les parties intéressées du secteur et les organismes régulateurs avait permis de réaliser des progrès importants s'agissant de ces priorités. Le Royaume-Uni était un fervent partisan du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres. Le représentant permanent du Royaume-Uni avait été officiellement nommé coprésident. L'intervenant a ajouté que le Royaume-Uni se félicitait de la possibilité de partager son expertise afin de faire progresser le plan de travail du Groupe et de continuer d'encourager à tenir compte de la dimension du genre dans l'ensemble des travaux de l'OMC, y compris au sein du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres.

1.33. Le Président a remercié les Membres pour leurs vues. Il a noté un grand intérêt pour l'approfondissement de certaines des questions abordées au séminaire, telles que celles mentionnées par la Chine, la Suisse et d'autres. Il a noté en particulier les références aux questions de technologie, aux cadres réglementaires et au partage d'informations sur les expériences nationales. Il était clair, selon lui, que les Membres souhaitent approfondir la discussion sur ces questions et sur d'autres points. Il a suggéré que le Comité prenne note des déclarations faites à la réunion, que le président entame un processus de consultations, peut-être en s'inspirant des questions d'orientation qu'il avait soulevées, et que le Comité revienne sur ce sujet à de la prochaine réunion.

1.34. Le Comité a accepté les suggestions faites par le Président.

2 PROPOSITION DE SÉMINAIRE THÉMATIQUE SUR LE COÛT DES SERVICES D'ENVOI DE FONDS – COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'INDE (JOB/SERV/CFTS/2)

2.1. Le Président a rappelé aux Membres que, avant la réunion précédente, l'Inde avait présenté une proposition visant à organiser un séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds (document JOB/SERV/CFTS/2). Bien que la première discussion ait montré qu'un bon nombre de Membres avaient réservé un accueil favorable à la proposition, de nombreuses observations formulées étaient préliminaires. Il était clair que le Comité devait approfondir l'examen de cette proposition. Le Comité avait décidé de revenir sur cette proposition à la présente réunion. Dans l'intervalle, les Philippines s'étaient jointes à la proposition en tant que coautrices. Un addendum au document avait été distribué à cet effet.

2.2. La représentante de l'Inde a dit que, à la réunion précédente, sa délégation avait présenté une proposition visant à organiser un séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds. Bien que les discussions aient montré que la proposition avait recueilli le soutien de certains Membres, le Président avait conclu que des discussions supplémentaires étaient nécessaires. La contribution positive significative des envois de fonds au développement socio-économique des ménages et des communautés, en particulier dans les pays en développement, y compris les PMA, ne devrait pas être sous-estimée. À la réunion précédente, l'Inde avait reçu des observations et des suggestions sur sa communication, mais de nombreux Membres avaient eu besoin de plus de temps pour étudier la proposition en détail. L'Inde attendait avec intérêt leurs observations et suggestions. Selon les estimations de la Banque mondiale, sur un total de 794 milliards d'USD d'envois de fonds en 2022, 626 milliards d'USD (environ 79%) étaient allés à des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire. Ce chiffre devait augmenter de 1,4% pour atteindre 656 milliards d'USD en 2023.

2.3. En raison de la relation étroite entre ces envois de fonds et le développement durable, les décideurs politiques avaient encouragé les initiatives visant à soutenir ces envois. En particulier, la nécessité de réduire le coût des envois de fonds était devenue l'une des questions clés du programme international de développement. Si le coût des envois de fonds pouvait être réduit de 5 points de pourcentage par rapport à la valeur envoyée, les bénéficiaires des envois de fonds dans les pays en développement recevraient chaque année plus de 31,30 milliards d'USD supplémentaires par rapport à ce qu'ils recevaient à l'heure actuelle. Les Nations Unies avaient inclus une cible de réduction des coûts des envois de fonds dans les Objectifs de développement durable (ODD). Cette cible prévoyait de faire baisser le coût moyen mondial d'un envoi de 200 USD au-dessous de 3% d'ici à 2030. En 2020, le G-20 avait fait de l'augmentation des paiements transfrontaliers, dont les envois de fonds, une priorité.

2.4. À la dernière réunion, certains Membres avaient soulevé la question des aspects des envois de fonds liés au commerce des services, en demandant notamment des éclaircissements sur le lien entre les envois de fonds, les travaux de ce Comité et l'AGCS. À cet égard, la représentante de l'Inde a rappelé aux Membres que ce Comité avait pour mandat d'offrir un cadre pour les discussions techniques et l'examen des évolutions réglementaires qui touchaient le commerce des services financiers. Conformément à ce mandat, l'Inde estimait que le Comité serait un bon endroit pour discuter de cet important service financier. En outre, aux termes de l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers (qui faisait partie intégrante de l'AGCS), un service financier était défini comme désignant tout service de caractère financier offert par un fournisseur de services financiers d'un Membre. Dans cette Annexe, les services de paiement et d'envoi de fonds étaient inclus dans les services financiers. Dans la Classification sectorielle des services (MTN.GNS/W/120), les services d'envoi de fonds relevaient de la catégorie des services bancaires et autres services financiers. Les deux classifications avaient été utilisées par les Membres lors de l'établissement de la liste de leurs engagements au titre de l'AGCS. Selon les informations extraites de la base de données sur les services I-TIP, 91 Membres avaient pris des engagements dans ce secteur.

2.5. La représentante de l'Inde a ensuite souligné le rôle des services d'envoi de fonds dans l'inclusion financière. Les services d'envoi de fonds étaient des services financiers essentiels utilisés par les émetteurs et les destinataires, fournissant ainsi un point de contact avec le secteur financier qui pouvait servir de levier pour élargir l'accès à d'autres services financiers et l'inclusion dans le commerce des services financiers. L'importance de l'inclusion financière et le rôle particulier des envois de fonds dans la promotion de l'inclusion financière avaient été soulignés lors du séminaire du 14 juin. Les femmes étaient les principales bénéficiaires des envois de fonds, et le séminaire a permis également de mettre en évidence la nécessité d'accroître l'inclusion financière de celles-ci.

2.6. À la réunion précédente, certains Membres avaient également fait référence à la portée réduite du sujet. À cet égard, la représentante de l'Inde a précisé que son pays était disposé à modifier le thème et à se concentrer sur les envois de fonds sous tous leurs aspects et pas seulement sur leur coût. S'appuyant sur l'expérience du séminaire du 14 juin, elle a ajouté qu'il serait utile, en réalité, d'avoir des discussions plus vastes sur ce sujet. Elle attendait avec intérêt les observations et les suggestions des Membres sur ce point.

2.7. Le représentant des Philippines a dit qu'il s'agissait d'un sujet important pour de nombreux Membres de l'OMC. Les Philippines avaient choisi de se porter coautrices de la communication en raison du lien avec les travaux de l'OMC, en particulier en ce qui concerne le commerce transfrontalier et le programme de développement. La question avait également un lien évident avec l'inclusion financière. Les envois de fonds n'étaient pas seulement destinés à la consommation, mais aussi à l'investissement, en particulier au développement des ressources humaines (au moyen des services d'éducation et de santé) et aux entreprises commerciales telles que les MPME. Les envois de fonds avaient également une incidence importante sur les balances des paiements nationales. Le représentant des Philippines attendait avec intérêt la poursuite des discussions avec les Membres en vue de résoudre les problèmes en suspens et de faire avancer l'organisation du séminaire.

2.8. Le représentant du Pakistan a remercié le Président pour son résumé des travaux du séminaire. Il a également remercié le Canada et les coauteurs d'avoir mis en avant une question aussi importante. Le partage des expériences nationales en matière d'inclusion financière importait pour comprendre dans quels domaines et pour quelles raisons les pays en développement avaient du retard. L'intervenant a dit que la proposition de l'Inde était extrêmement importante, en particulier pour les pays en développement et les PMA. Les envois de fonds représentaient plus de 10% du PIB dans de nombreux pays en développement et PMA, et jusqu'à 40% du PIB dans certains cas. Dans le cas du Pakistan, ils représentaient une part importante de ses comptes courants et plus de 7% du PIB. Le Pakistan figurait parmi les 10 premiers bénéficiaires des envois de fonds. Ceux-ci ne servaient pas seulement à équilibrer les comptes courants, mais ils jouaient également un rôle extrêmement important dans la vie des gens en général et des femmes en particulier. Celles-ci dépendaient des envois de fonds pour leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire. L'abaissement des frais liés au traitement des envois de fonds devait faire l'objet d'un débat approfondi afin qu'il soit permis aux Membres d'en comprendre mieux les facteurs sous-jacents. Selon le représentant du Pakistan, les envois de fonds faisaient partie des services financiers essentiels qui pourraient être utilisés pour accroître l'accès à d'autres services financiers ainsi que l'inclusion financière. L'importance des envois de fonds pour le développement avait été soulignée par l'adoption de la cible 10.c des ODD de l'ONU. L'examen de ces questions au sein du Comité contribuerait à rendre l'OMC plus pertinente pour ce qui est des sujets qui intéressaient les Membres en développement et les PMA. L'intervenant a ajouté que le Pakistan était favorable à l'organisation du séminaire proposé par l'Inde et les Philippines et s'est engagé à partager son point de vue sur l'état des envois de fonds et son expérience à cet égard.

2.9. Le représentant du Népal s'est félicité de la proposition de l'Inde et des Philippines visant à organiser un séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds. Ceux-ci constituaient une bonne source de devises pour des pays comme le Népal. Un grand nombre de personnes dépendaient de ces envois comme principale source de revenus. Selon le Népal, la réduction des coûts de transaction des envois de fonds profiterait largement aux ménages bénéficiaires et contribuerait aux initiatives nationales visant à atteindre les ODD. Le séminaire proposé permettrait aux Membres de se tenir informés des progrès réalisés dans le cadre de la cible 10.c des ODD visant à faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants. En outre, le séminaire permettrait d'explorer plus avant les voies possibles vers la réduction des coûts des envois de fonds. La discussion thématique proposée permettrait d'identifier les points de vue communs des Membres et de dégager d'autres solutions en vue d'une intervention politique. Le représentant a ajouté que le Népal était prêt à s'engager de manière constructive sur cette question.

2.10. Le représentant de Sri Lanka a dit que la proposition de l'Inde et des Philippines d'organiser un séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds était opportune et importante, en particulier pour les pays en développement et les PMA. Les envois de fonds constituaient une source principale de devises dans de nombreux pays en développement et PMA. Dans certains pays en développement et PMA, les envois de fonds représentaient plus de 25% de leur PIB. Comme il a été souligné dans la proposition, les envois de fonds apportaient une importante contribution positive au développement socio-économique des ménages et des communautés, en particulier dans les pays

en développement et les PMA. Toutefois, leurs avantages avaient été considérablement réduits en raison du coût élevé des transferts d'argent. Dans de nombreux cas, le prix de l'envoi d'argent vers le pays d'origine pouvait être très élevé par rapport au montant envoyé et au revenu des travailleurs. Il était donc nécessaire de réduire les coûts de transaction des envois de fonds. La cible 10.c des ODD prévoyait de faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds d'ici à 2030. Il s'agissait d'un objectif ambitieux. Il y avait beaucoup à faire pour l'atteindre. Il était donc important d'indiquer les bonnes mesures et approches à adopter pour remédier au coût élevé des envois de fonds. L'engagement concret des Membres était essentiel. À cet égard, la proposition de l'Inde et des Philippines visant à organiser un séminaire consacré à la question du coût des services d'envoi de fonds dans le cadre du Comité sur le commerce des services financiers était pertinente. Le représentant a ajouté enfin que Sri Lanka soutenait le projet d'ordre du jour proposé par l'Inde et les Philippines en vue d'un séminaire dédié de ce type.

2.11. Le représentant du Pérou s'est dit favorable à la proposition de l'Inde, pour laquelle les Philippines s'étaient portées coautrices, et qui visait à organiser un séminaire thématique sur le coût des services d'envoi de fonds. Les sessions 2 et 3 du programme proposé permettraient aux Membres d'examiner les éléments qui avaient une incidence sur le coût des envois de fonds et de faire le point sur la situation dans différents pays et régions. La session 4 permettrait d'approfondir la discussion sur les autres solutions possibles existantes visant à réduire le coût des envois de fonds. En bref, selon le Pérou, le séminaire serait une contribution importante aux discussions sur le commerce des services financiers.

2.12. La représentante du Malawi a accueilli favorablement la proposition et a exprimé son soutien à l'organisation du séminaire. Les envois de fonds apportaient une contribution importante au développement socio-économique, en particulier dans les pays en développement et les PMA comme le Malawi. Ils avaient également contribué à l'obtention de devises étrangères dont ces économies avaient grandement besoin. En 2022, les envois de fonds reçus au Malawi représentaient jusqu'à 2,3% du PIB du pays. L'intervenante attendait avec intérêt plus de dialogues sur cette question dans le cadre du Comité sur le commerce des services financiers et elle a ajouté que le Malawi était disposé à s'engager de manière constructive sur cette question.

2.13. La représentante de l'Égypte s'est dite favorable à la proposition de l'Inde et des Philippines. La réduction du coût des envois de fonds favoriserait les paiements transfrontaliers et contribuerait à la réalisation de la cible 10.c des ODD. De nombreuses études menées par différentes organisations internationales, dont le FMI et la Banque mondiale, avaient démontré la relation positive entre la croissance des envois de fonds et le PIB réel. Le séminaire qui s'est tenu le 14 juin a permis également de souligner que les envois de fonds transfrontaliers constituaient une composante importante du commerce des services financiers et une question pertinente à l'égard de l'inclusion financière. Par conséquent, le partage d'expériences sur ce sujet important enrichirait les connaissances des Membres sur les différentes vues et bonnes pratiques régionales et nationales. La représentante de l'Égypte a confirmé la volonté de l'Égypte de s'engager plus avant dans ces discussions.

2.14. Le représentant de l'Indonésie a également souscrit à la proposition. Le séminaire constituerait pour les Membres un moyen précieux d'aborder la question urgente du coût élevé des envois de fonds et de réfléchir à d'éventuelles solutions. L'Indonésie a reconnu l'importance des envois de fonds pour des millions de familles et leur contribution au développement durable. Cependant, elle a également reconnu que le coût élevé associé aux services d'envois de fonds posait des défis à la fois pour les émetteurs et les destinataires, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Compte tenu de l'expérience du pays en matière de facilitation des envois de fonds, l'Indonésie comprenait qu'il était nécessaire d'améliorer la transparence, l'efficacité et la concurrence sur le marché des envois de fonds. Il était impératif que les Membres œuvrent collectivement à réduire le coût des envois de fonds et à améliorer l'accessibilité, car cela avait une incidence directe sur les moyens de subsistance et le bien-être des citoyens. En organisant ce séminaire, les Membres pourraient partager les meilleures pratiques, échanger leurs expériences et réfléchir à des mesures politiques visant à traiter les facteurs qui contribuaient au coût élevé des envois de fonds. Ce séminaire pourrait également servir de moyen pour favoriser le dialogue entre les parties intéressées. Cette initiative s'alignait sur les objectifs communs des Membres, qui consistaient à promouvoir une croissance économique partagée et durable, à réduire les inégalités et à faire progresser l'inclusion financière. Le représentant de l'Indonésie a ajouté que l'Indonésie attendait avec intérêt de participer activement au séminaire.

2.15. La représentante de l'Afrique du Sud a également appuyé la proposition de l'Inde et des Philippines sur le coût des services d'envoi de fonds. L'Afrique du Sud était d'avis que le débat thématique favoriserait l'acquisition de connaissances indispensables et qu'il était pertinent pour les travaux du Comité sur le commerce des services financiers. Les liens entre le coût des envois de fonds et l'inclusion financière ne devraient pas être ignorés. Le séminaire serait l'occasion de promouvoir une meilleure compréhension des évolutions en matière de technologie financière et de leur contribution à la préparation aux envois de fonds numériques et mobiles. Il permettrait également aux Membres d'obtenir de meilleures informations et de mieux comprendre en quoi les envois de fonds transfrontaliers pourraient contribuer à faire progresser l'inclusion financière. Il était important de voir en quoi la pandémie avait une incidence sur les envois de fonds cela avait été une bonne thématique pour examiner la manière dont les Membres considéraient les services de transport et de logistique, dans le cadre du CCS, plus tôt dans la semaine. La représentante de l'Afrique du Sud a rappelé que, dans la présentation qu'elle avait fait dans le cadre du séminaire en début de semaine, l'OMC avait parlé de la microfinance, mais avait omis de discuter de la manière de se servir des envois de fonds comme d'un levier pour la microfinance. Les discussions qui avaient eu lieu lors du séminaire du 14 juin avaient fait ressortir la nécessité d'examiner plus avant le rôle des envois de fonds en tant que moteur de l'inclusion financière des femmes. Le séminaire proposé par l'Inde et les Philippines permettrait aux Membres de mieux comprendre le rôle des envois de fonds dans la participation des femmes au commerce des services (par exemple, les infirmières migrantes et leurs envois de fonds). Selon la représentante, la proposition de l'Inde et des Philippines s'appuierait sur les discussions thématiques ayant eu lieu sur l'inclusion financière lors du séminaire qui s'était tenu en début de semaine. Comme l'avait noté le Président dans les remarques qu'il avait formulées au titre du point précédent de l'ordre du jour, les discussions sur l'inclusion financière n'avaient pas gagné en profondeur, et il était nécessaire d'en tirer parti. L'Afrique du Sud a donc exhorté les Membres à appuyer la communication de l'Inde et des Philippines, car la rejeter serait tout à fait contradictoire avec le soutien apporté aux discussions thématiques que le Canada et les coauteurs avaient fait progresser.

2.16. La représentante du Canada a dit que son gouvernement soutenait les ODD et qu'il reconnaissait que la question des services d'envoi de fonds, de leur disponibilité et de leur coût était importante du point de vue des politiques du secteur financier – une question sur laquelle le Canada était très heureux de travailler dans le contexte du G-20 et d'autres instances internationales. Elle a dit que la proposition de l'Inde et des Philippines méritait largement d'être examinée par ce Comité. Elle souscrivait à la déclaration de l'Inde sur l'importance de ce secteur et sur le fait qu'une discussion relèverait de la compétence du Comité. Elle a rappelé aux Membres que le Canada avait formulé des observations préliminaires à la réunion précédente et qu'il restait d'avis que certaines des sessions proposées devraient être davantage détaillées. Cela permettrait de s'assurer que la discussion proposée relèverait du mandat du Comité étant donné son lien avec le commerce des services financiers. Par exemple, la session 2, qui visait à discuter des coûts des services d'envoi de fonds et de l'incidence potentielle de la réduction de ces coûts, pourrait permettre d'approfondir la question de l'incidence potentielle sur le commerce des services financiers. La prise en compte de cet aspect dans l'ordre du jour renforcerait réellement la proposition. La représentante du Canada a également fait part de certaines préoccupations concernant la formulation de la cible des ODD dans la session 4 proposée, qui pourrait être interprétée comme si l'OMC donnait des instructions à l'ONU pour renégocier cet ODD. Cette formulation pourrait être modifiée afin que ce type de malentendu puisse être évité. La représentante a ajouté que le Canada saluerait certainement l'occasion de dialoguer plus avant avec les auteurs de la proposition afin de la développer davantage.

2.17. Le représentant de la Chine a dit qu'il attendait toujours la confirmation des autorités de son pays, mais qu'il avait fait part du soutien préliminaire de la Chine à l'organisation du séminaire sur le thème des envois de fonds. Ceux-ci constituaient une source de revenus très importante et une part significative du PIB pour de nombreux pays en développement, en particulier les PMA. Dans le cas de la Chine, la valeur globale était assez importante. Selon les statistiques de la Banque mondiale, en 2022, la Chine se plaçait au troisième rang des pays destinataires des envois de fonds, à hauteur de 50 milliards d'USD par an. Toutefois, cela ne représentait que 0,25% du PIB de la Chine. Pour de nombreux autres Membres, la proportion des envois de fonds dans le PIB était beaucoup plus élevée, ce qui montrait l'importance de ce sujet pour ces Membres. La réduction du coût des envois de fonds aiderait ces Membres à assurer leur développement économique. Le séminaire proposé pourrait mettre en lumière les moyens éventuels de réduire le coût des envois de fonds. Toutefois, étant donné la pluralité des aspects de la question des envois de fonds, le représentant de la Chine avait proposé d'inclure d'autres aspects dans les discussions. Cette question était vaste et complexe, et cette ampleur et cette complexité devraient transparaître dans le

programme du séminaire. Le représentant a exprimé l'espoir que, grâce à des consultations et à l'engagement d'un plus grand nombre de Membres, ceux-ci pourraient avoir une discussion utile sur cette question dans un avenir proche.

2.18. Le représentant de la République dominicaine a dit que les envois de fonds étaient essentiels pour son pays car ils pouvaient multiplier les gains pour des secteurs tels que la construction et le commerce. Il a proposé d'élargir la discussion pour couvrir tous les aspects des envois de fonds, au-delà de leur coût. Sa délégation attendait avec intérêt une discussion approfondie sur ce sujet.

2.19. La représentante des États-Unis a dit que les envois de fonds étaient liés à l'inclusion financière, à l'accès au capital, à la croissance économique et, en fin de compte, à la réduction de la pauvreté. Elle a remercié l'Inde et les Philippines pour leurs observations respectives et pour leur volonté de continuer de travailler avec les Membres sur l'ordre du jour proposé. Elle souscrivait aux observations du Canada et de la Chine sur la nécessité de couvrir d'autres aspects des envois de fonds dans l'ordre du jour. Elle a noté que la question des envois de fonds était traitée dans le cadre d'autres instances internationales, telles que le Partenariat mondial pour l'inclusion financière, le Groupe de travail mondial sur les envois de fonds, le Partenariat mondial de la connaissance au service du développement, le Groupe consultatif pour aider les pauvres et la Banque mondiale, entre autres. En fin de compte, les États-Unis estimaient que la proposition à l'examen faisait double emploi avec les travaux en cours ailleurs. Pour cette raison, les États-Unis souhaiteraient voir un lien plus évident avec les travaux de ce Comité, qui établisse clairement de quelle manière le Comité pourrait ajouter de la valeur à cette discussion. L'intervenante s'est félicitée de la position de l'Inde sur cette question et de sa volonté d'envisager d'inclure des sujets supplémentaires, ce qui serait utile. À cet égard, elle a dit qu'il ne serait pas productif de réexaminer la cible 10.c) des ODD de l'ONU. Cette cible était une référence utilisée par les acteurs concernés, y compris les organisations qu'elle avait mentionnées. Les Membres ne devraient pas chercher à la modifier à moins qu'il n'y ait une adhésion plus grande et plus large, étayée par une analyse bien informée. S'il fallait déplacer la cible, l'ensemble des parties intéressées auraient beaucoup plus de mal à évaluer l'efficacité des différentes actions et les efforts en cours pour accélérer les progrès en vue d'atteindre les ODD d'ici à 2030 seraient compromis.

2.20. La représentante des États-Unis a considéré en outre que le champ d'application de la session 3 proposée (facteurs de coût des services d'envoi de fonds), telle qu'elle était structurée pour le moment, dépassait les attributions du Comité sur le commerce des services financiers, qui comprenaient notamment la discussion sur le rôle d'acteurs spécifiques, les structures de coûts et l'infrastructure du marché financier. Elle a proposé de poursuivre le débat sur la manière de structurer cette session. En outre, selon les États-Unis, une discussion portant uniquement sur les coûts (c'est-à-dire sur l'incidence des envois de fonds sur le bien-être financier des bénéficiaires) serait incomplète. Une discussion plus globale permettrait d'examiner comment les gouvernements pourraient inciter les bénéficiaires à utiliser les envois de fonds pour renforcer leur résilience financière grâce à l'accès à la micro-épargne, à l'assurance et aux produits d'investissement. Enfin, l'intervenante a invité les auteurs à réviser l'ordre du jour proposé avant que le Comité n'avance sur ce séminaire. Les États-Unis attendaient avec intérêt la poursuite du dialogue sur cette question.

2.21. La représentante du Royaume d'Arabie saoudite a remercié l'Inde et les Philippines pour leur proposition sur ce sujet très important et pour leurs renseignements actualisés concernant le champ d'application et d'autres détails du séminaire. Le Royaume d'Arabie saoudite attachait une grande importance à la réduction du coût des envois de fonds et avait pris plusieurs initiatives pour faciliter les flux d'envois de fonds, en tenant compte d'éléments pertinents tels que l'augmentation de la compétitivité du marché, l'exploitation des technologies émergentes, l'amélioration de la transparence et la promotion de la protection des consommateurs. Afin d'examiner les progrès réalisés et d'assurer une mise en œuvre harmonieuse, l'Autorité monétaire d'Arabie saoudite (SAMA) avait lancé le "Projet des centres d'envoi de fonds" à la fin de l'année 2016. L'objectif de ce projet était d'examiner l'environnement des envois de fonds et d'identifier les domaines à améliorer, en mettant l'accent sur la tarification et la qualité des services des centres, ainsi que sur l'utilisation de la technologie et des canaux électroniques. En outre, la SAMA avait encouragé les banques commerciales à développer les services électroniques par l'intermédiaire de leurs sites Web, et avait examiné et contrôlé en permanence les prix des envois de fonds et les frais de change correspondants afin de s'assurer que les frais soient en adéquation avec les coûts pour les clients et les marges de profit des banques. Bien que la proposition soit encore en cours d'évaluation par ses autorités, l'Arabie saoudite restait ouverte et disposée à entendre les expériences et les défis des

pays dans ce domaine et à partager ses initiatives et expériences nationales en matière de réduction du coût des envois de fonds.

2.22. Le représentant de l'Australie a remercié l'Inde et les Philippines pour leurs observations et leur analyse de la proposition, ainsi que pour leur disposition à travailler avec d'autres Membres afin de garantir le champ d'application et le format les plus appropriés d'une discussion au sein du Comité sur le commerce des services financiers. Les envois de fonds constituaient une part importante des relations de l'Australie avec la région Indo-Pacifique en particulier. Cela dit, le représentant partageait les préoccupations et les questions du Canada sur la proposition – en particulier le but apparent de celle-ci de réexaminer la cible des ODD de l'ONU. Il conviendrait peut-être davantage de se concentrer plus explicitement sur le rôle du commerce transfrontalier et sur les questions relevant spécifiquement de l'OMC. Il a ajouté que l'Australie restait ouverte à l'idée de travailler sur la proposition, sous réserve d'en assurer la pertinence pour l'OMC, et qu'elle accueillerait favorablement un dialogue plus poussé avec d'autres Membres sur ce sujet.

2.23. Le représentant de la Fédération de Russie s'est dit favorable à la proposition. Tous les Membres bénéficieraient d'un partage d'expériences sur la réduction des coûts des envois de fonds, qui, du fait qu'elle faisait partie des ODD des Nations Unies, était un sujet d'intérêt non seulement pour les pays en développement et les PMA, mais aussi pour tous les Membres de l'OMC. Selon les statistiques de la Banque mondiale, la Russie se classait actuellement au septième rang des flux d'envois de fonds vers l'étranger et avait même été le deuxième pays d'origine des envois de fonds au cours de certaines années. Depuis 2021, la Russie était le pays le moins coûteux pour ce qui était d'envoyer de l'argent à l'étranger. L'intervenant a fait part de l'intérêt de son pays pour une discussion sur les aspects méthodologiques du recueil et de l'analyse des données statistiques sur les envois de fonds. L'échange sur les meilleures pratiques dans le domaine des statistiques encouragerait les Membres à améliorer leurs procédures et pratiques nationales pertinentes. À cet égard, il a proposé de modifier le projet d'ordre du jour avec des points appropriés. Il attendait avec intérêt la poursuite de cette initiative qui contribuerait grandement à redynamiser les discussions au sein de ce Comité.

2.24. Le représentant du Royaume-Uni a remercié l'Inde et les Philippines pour leur proposition et pour l'exposé détaillé qu'elles avaient fait précédemment. L'amélioration des paiements transfrontaliers était une question importante, et le Royaume-Uni reconnaissait la forte dimension développement des envois de fonds, qui constituaient une source importante de revenus pour les PMA. Toutefois, en guise d'observation préliminaire, l'intervenant a repris à son compte les questions soulevées par le Canada, la Chine et l'Australie sur les éléments spécifiques au commerce que les auteurs de la proposition chercheraient à examiner spécifiquement dans le cadre de ce séminaire. Le Royaume-Uni souhaitait s'assurer que toute discussion tenue dans le cadre de l'OMC serait pertinente et viendrait compléter les discussions en cours dans d'autres instances. Il était disposé à travailler sur la proposition afin de garantir que la discussion à l'OMC serait adaptée au contexte institutionnel. Cela dit, l'intervenant a précisé que le Royaume-Uni envisageait favorablement la proposition et qu'il reviendrait avec une confirmation complète en temps voulu. Il attendait avec intérêt de poursuivre le dialogue sur cette proposition.

2.25. La représentante de l'Union européenne a dit que la proposition était à l'examen. Elle a noté que la question des envois de fonds était abordée dans d'autres instances, telles que le Partenariat mondial pour l'inclusion financière, coprésidé par l'Inde, qui avait un mandat spécifique relatif à la réduction du coût des envois de fonds en dessous de la cible de 3% définie par les ODD de l'ONU. Le G-20 venait de lancer un processus visant à améliorer les paiements transfrontaliers au niveau mondial, y compris les envois de fonds. Une feuille de route du G-20 avait été adoptée en 2020 à cet égard. L'Union européenne avait donc pris note des travaux approfondis réalisés dans d'autres instances et avait réfléchi à la valeur que pourrait apporter une discussion sur cette question à de l'OMC et au Comité du commerce des services financiers en particulier.

2.26. L'intervenante a ensuite formulé des observations préliminaires sur l'ordre du jour proposé. S'agissant de la session 1, elle se demandait s'il était approprié que les Membres discutent de la cible pertinente de l'ODD, de son contexte et de son état d'avancement dans le cadre de l'OMC. Cela devrait être traité dans d'autres instances pertinentes. La discussion de la session 4 semblait viser à réexaminer l'objectif des 3% de la cible 10.c des ODD de l'ONU. Cette discussion ne semblait pas appropriée pour le Comité sur le commerce des services financiers. L'intervenante a proposé que cette session soit révisée et davantage clarifiée. Elle a également noté à cet égard que l'idée de réduire le coût des envois de fonds avait également été abordée, du moins en partie, à la session 3.

Ces deux sessions pourraient probablement être combinées. Enfin, elle a dit que l'ordre du jour proposé devrait mieux mettre en évidence les aspects du commerce des services liés à la question des services d'envoi de fonds.

2.27. Le représentant de la Suisse a dit que son pays attachait une grande importance à la question des envois de fonds. Toutefois, les Membres devraient vraiment axer leur réflexion sur les activités principales de l'OMC et sur la valeur que le Comité sur le commerce des services financiers pourrait y ajouter. En ce sens, il s'associait aux observations formulées sur l'ordre du jour proposé par le Canada et d'autres pays qui allaient dans le même sens. Le Comité sur le commerce des services financiers devrait se concentrer sur le commerce des services financiers et ne pas s'aventurer dans des domaines qui ne faisaient pas partie de ses activités principales, comme les ODD de l'ONU. L'intervenant a ajouté que la Suisse était prête à s'engager dans des consultations en vue de réviser l'ordre du jour du séminaire.

2.28. La représentante de l'Inde a remercié tous les Membres qui avaient souscrit à la proposition et elle a pris note des propositions formulés par d'autres Membres. Selon elle, le Comité sur le commerce des services financiers était compétent pour réaliser d'importants travaux techniques sur les services financiers et les services d'envoi de fonds constituaient un service financier important. Elle s'est dite préoccupée par les observations de certains Membres au sujet de l'ampleur de la discussion proposée. À cet égard, elle a dit que, comme il avait été constaté dans le cadre du séminaire organisé en début de semaine, la discussion ne portait pas uniquement sur les aspects liés au commerce. Il était important d'aborder des questions essentielles pour de nombreux Membres et de les examiner sous tous leurs aspects. La discussion qui s'était tenue dans le cadre du séminaire parrainé par le Canada et d'autres Membres n'était pas uniquement axée sur le commerce des services financiers. L'intervenante a dit qu'elle comprenait cela, car il était important d'avoir également une discussion sur les catalyseurs du commerce et de l'intégration dans le système commercial.

2.29. Réduire le champ de la discussion sur les envois de fonds ne serait pas bénéfique pour les pays en développement. En effet, même si bon nombre des catalyseurs et des politiques qui sous-tendent les envois de fonds ne relevaient pas directement de la compétence de l'OMC ou du Comité du commerce des services financiers, il serait néanmoins bon pour ces Membres d'avoir un vaste dialogue de manière à se concentrer sur la question en jeu. La même logique s'appliquait à la discussion proposée sur la cible des ODD de l'ONU. L'intention n'était pas de revenir sur cet objectif, mais de faire le point sur les évolutions dans ce domaine, sur les réalisations et les défis, puis, sur la base de ces connaissances, de réorienter la discussion dans le contexte spécifique de l'OMC.

2.30. L'intervenante a ajouté qu'elle attendait avec intérêt d'autres suggestions et qu'elle souhaitait dialoguer avec les Membres qui avaient fait des propositions au cours de cette réunion. Elle a confirmé l'intention de l'Inde et des Philippines de présenter une proposition révisée. Elle a encouragé les Membres qui avaient jugé la proposition intéressante de devenir coauteurs.

2.31. Le Président a dit que tous les Membres étaient d'accord sur l'importance des envois de fonds et sur le lien avec un autre thème qui venait de faire l'objet d'un séminaire thématique – l'inclusion financière. La proposition avait recueilli un large soutien, ce qui était positif. Si le coût des envois de fonds était un aspect essentiel, d'autres aspects pourraient être développés plus avant dans la proposition. Certains de ces autres aspects avaient été explicitement mentionnés par tous les Membres. Dans le même temps, le Président avait compris que l'Inde et les Philippines étaient disposées à affiner l'ordre du jour proposé et à en soumettre une nouvelle version. Le Président a également souligné l'attitude positive de tous les Membres. Dans ce contexte, il a suggéré que l'Inde et les Philippines présentent une proposition révisée en temps voulu et que le Comité revienne sur ce point de l'ordre du jour à la prochaine réunion. Dans l'intervalle, il a encouragé les auteurs de la proposition et tous les Membres intéressés à engager des consultations informelles afin d'aider les auteurs à réviser leur proposition. Ces consultations permettraient de répondre à des préoccupations spécifiques, de recenser d'autres aspects de la question qui devraient être abordés et d'ajuster les descriptifs des différentes sessions.

2.32. Le Comité a accepté les suggestions faites par le Président, a pris note des déclarations et a décidé de revenir sur ce point de l'ordre du jour lors de sa prochaine réunion.

3 AUTRES QUESTIONS

3.1. Aucune question n'a été soulevée au titre des "Autres questions".

4 DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ

4.1. Le Président a dit que, comme indiqué dans le courriel envoyé le 17 avril à tous les Membres par le Président sortant du Conseil du commerce des services, M. Gabriel Bautista (Philippines) avait été proposé comme Président du Comité à partir du 1^{er} juillet de cette année. Il a donc invité les Membres à procéder à la désignation formelle de M. Bautista en tant que nouveau Président du Comité du commerce des services financiers à compter du 1^{er} juillet.

4.2. Le Comité a élu par acclamation M. Gabriel Bautista comme nouveau Président (à partir du 1^{er} juillet).
